



Centre d'études et d'expertise sur les risques, l'environnement, la mobilité et l'aménagement (Cerema), établissement public à caractère administratif,
dont le siège se situe Cité des mobilités, 25 avenue François Mitterrand, CS 92 803, 69 674 Bron Cedex,

MARCHE PUBLIC DE MAITRISE D'ŒUVRE

CONSTRUCTION D'UNE PLATEFORME
R&D BROUILLARD ET PLUIE

MAPA à tranches

Règlement de la consultation
(RC)

Phase candidatures

DATE ET HEURE LIMITES DE REMISE DES CANDIDATURES
15/02/2021 à 12h00

CEREMA-CE-2021-03

08/01/2021

ARTICLE 1 – OBJET ET NATURE DE LA CONSULTATION

1.1 Objet de la consultation

Le présent marché a pour objet la maîtrise d'œuvre relative à la construction neuve d'un bâtiment, plateforme de R&D, qui hébergera un équipement scientifique et technique appelé : plateforme de recherche et développement PAVIN « Brouillard et Pluie » à Clermont-Ferrand.

Ce bâtiment hébergera :

- Une enceinte climatique longue de 50 mètres minimum, haute de 5,7 mètres utile et large 7 mètres minimum permettant de produire au sein d'une enceinte statique des conditions météorologiques dégradées reproduisant des conditions naturelles de pluie et de brouillard ;
- Trois salles connexes à la plateforme nécessaires au fonctionnement de l'installation : un local technique, un poste de pilotage et un espace d'accueil pour les clients pendant le déroulement des essais ;
- Un corridor technique longeant l'enceinte et permettant d'y accéder à intervalles réguliers.

1.2 Décomposition de la consultation

La prestation n'est pas allotie conformément à l'article L2431-1 du Code de la commande publique puisque la maîtrise d'œuvre est une mission globale.

1.3 Variantes/Option

Les variantes ne sont pas autorisées.

La tranche ferme consiste dans les prestations de la mission de base pour les opérations de construction neuve de bâtiment telle que définie à l'article R2431-4 du Code de la commande publique, reprises à l'article 2.5 du présent règlement de la consultation.

La tranche optionnelle consiste à la mission d'ordonnancement, de pilotage et de coordination. Elle pourra être affirmée après l'attribution des marchés de travaux.

1.4 Classification CPV

La classification conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) est :

- Code CPV principal : 71221000 : Services d'architecte pour les bâtiments
- Code CPV secondaire : 71521000-6 : Service de conduite de chantier

ARTICLE 2 – CONDITIONS DE LA PROCÉDURE

2.1 – Étendue de la consultation, forme et mode de passation

La consultation est une procédure adaptée, à caractère restreint, régie par l'article L.2123-1 et R.2123-1 du code de la commande publique.

Le marché est un marché à tranches conformément aux articles R2113-4 à R2113-6 du Code de la commande publique.

Les prestations seront exécutées sur la base d'un prix global et forfaitaire conformément aux articles R.2432-6 et R2432-7 du Code de la commande publique.

Conformément à l'article R2142-15 du Code de la commande publique, le nombre de candidats invités à soumissionner sera suffisant pour garantir une concurrence réelle. Conformément à l'article R.2142-17 du code de la commande publique **trois** candidats seront sélectionnés à l'issue de la phase de candidature et admis à soumissionner.

Conformément à l'article R2142-18 du Code de la commande publique, si le nombre de candidats satisfaisant aux critères de sélection est inférieur au nombre minimum indiqué, le Cerema pourra tout de même poursuivre la procédure avec ces candidats seulement.

Pour rappel, le montant prévisionnel estimatif des travaux est de **800 000 € HT**.

2.2 – Calendrier prévisionnel de la consultation

Le calendrier prévisionnel de la consultation s'établit comme suit :

Remise des candidatures	15 février 2021
Invitation à soumissionner pour les candidats retenus	Avril 2021
Remise des offres	Mai 2021
Négociations	Juillet 2021
Remise des offres après négociations	Juillet 2021
Notification	Août 2021

Le calendrier prévisionnel de l'opération s'établit comme suit :

Notification MOE	Août 2021
APS, APD	Novembre 2021
Recrutement contrôleur technique et CSPS	Janvier 2022
PRO	Février 2022
Réception des pièces techniques des marchés de travaux	Mars 2022
Publication marchés travaux	Mars 2022
Remise des offres marché travaux	Mai 2022
Analyse des offres marchés travaux	Juin 2022
Décision d'attribution et procédures de validation internes	Juillet 2022
Courriers de rejet	Aout 2022
Signature du marché	Août 2022
Notification marchés de travaux	Août 2022
Travaux	Septembre 2022 à Septembre 2023
Mise en service	Novembre 2023

Ces calendriers n'ont qu'une valeur indicative et non contractuelle. La date de mise en service de la plateforme est une attente forte du maître d'ouvrage.

2.3 – Conditions de participation des concurrents

Profession particulière: Architecte

Le candidat devra comprendre au moins une compétence en architecture qui aura la responsabilité du projet architectural en vertu de l'article 3 de la loi n°77-2 du 3/01/77 et la charge du dépôt du permis de construire.

Le candidat ayant des compétences en architecture sera obligatoirement inscrit au tableau de l'ordre des architectes pour les architectes français ou possèdera un diplôme reconnu au titre de la directive no85/384/CEE du 10 juin 1985.

Compétences : Le candidat ou l'équipe candidate devront posséder au minimum les compétences suivantes :

- Architecture ;
- Ingénierie en : structures, électricité courants forts et courants faibles, SSI, fluides-génie climatique dont simulations thermiques dynamiques, qualité environnementale ;
- Économie de la construction ;
- Ordonnancement coordination et pilotage de chantier (OPC).

Opérateur économique unique ou groupement d'opérateur économique

Le marché sera conclu :

- Soit avec un opérateur économique unique ;
- Soit avec un groupement d'opérateurs économiques.

Le Cerema n'impose pas une forme particulière de groupement dans le cas où un groupement d'opérateurs économiques serait retenu comme attributaire du marché au terme de la procédure de passation. Le groupement attributaire pourra être conjoint ou solidaire mais devra être constitué dès le stade de la candidature.

Quelle que soit la forme du groupement candidat (conjoint ou solidaire), l'un des membres du groupement doit être désigné, dans l'acte d'engagement, comme mandataire, pour représenter l'ensemble des membres du groupement vis-à-vis du Cerema et coordonner les prestations des membres du groupement. Le rôle de mandataire sera impérativement exercé par un architecte.

En cas de groupement, la candidature doit être présentée soit par l'ensemble des opérateurs économiques (candidats) groupés, soit par le mandataire s'il justifie des habilitations nécessaires pour représenter ces opérateurs économiques au stade de la passation du marché (ces habilitations doivent être fournies). Dans le cas de candidatures groupées, le mandataire assure la sécurité et l'authenticité des informations transmises au nom des membres du groupement.

Il est interdit aux candidats de présenter plusieurs candidatures en agissant seul et/ou en qualité de mandataire de plusieurs groupements.

2.4 – Prime de participation

Une prime de 1 000 € HT sera attribuée à chaque soumissionnaire ayant remis des prestations complètes et conformes au règlement de consultation phase offres, de niveau lettre d'intention. Ne s'agissant pas d'un des éléments de mission demandé pour le marché, la rémunération du futur attributaire du marché ne tiendra pas compte de la prime qu'il a reçue.

2.5 Contenu de la mission de maîtrise d'œuvre

La mission de maîtrise d'œuvre attendue dans le cadre de la tranche ferme de la présente consultation consiste dans la mission de base pour les opérations de construction neuve de bâtiment telle que définie à l'article R2431-4 du Code de la commande publique :

- Les études d'esquisse (ESQ) ;
- Les études d'avant-projet (APS et APD) ;
- Les études de projet (PRO) ;
- L'assistance apportée au maître d'ouvrage pour la passation des marchés publics de travaux (AMT) ;
- La direction de l'exécution des marchés publics de travaux (DET) ;
- L'assistance apportée au maître d'ouvrage lors des opérations de réception et pendant la période de garantie de parfait achèvement (AOR) ;
- L'examen de la conformité au projet des études d'exécution des entreprises (VISA).

Une mission complémentaire pourra être réalisée via la tranche optionnelle : ordonnancement, pilotage et coordination.

ARTICLE 3 – DUREE DU MARCHE ET DELAIS D'EXECUTION SI NECESSAIRE

La mission de maîtrise d'œuvre débute à la notification du marché et s'achève à la fin du délai de garantie de parfait achèvement des travaux ou après prolongation de ce délai, si les réserves signalées lors de la réception ne sont pas toutes levées à la fin de cette période.

La durée des études (toutes les missions avant la phase travaux) est estimée à douze (12) mois et celle des travaux de construction à douze (12) mois également conformément au planning prévisionnel prévu à l'article 2.2 du présent règlement de la consultation.

ARTICLE 4 – CONDITIONS DE RETRAIT DU DOSSIER DE CANDIDATURE

Le dossier de candidature est disponible gratuitement par retrait direct sur la plateforme dématérialisée à l'adresse <http://www.marches-publics.gouv.fr>.

Les candidats sont invités à donner lors de son téléchargement, différents renseignements relatifs notamment à leur nom, leur adresse électronique ainsi que le nom de leur correspondant afin qu'il puisse bénéficier de toutes les informations complémentaires diffusées lors du déroulement de la présente consultation, en particulier les éventuels compléments (précisions, réponses, rectifications).

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) ne sera accessible qu'aux candidats admis à remettre une offre à l'issue de la sélection des candidatures.

ARTICLE 5 – PRESENTATION DES CANDIDATURES

Les candidats auront à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes entièrement rédigées en langue française. Si les documents sont rédigés dans une autre langue, ils devront être accompagnés d'une traduction en français.

5.1 – Déclarations de candidatures :

- Le modèle de la lettre de candidature (formulaire DC1)
<https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

- Le modèle de la déclaration du candidat (formulaire DC2)
<https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

Le document unique de marché européen (DUME) peut être renseigné directement dans sa version électronique en utilisant le service DUME accessible avec le lien suivant :
<https://ec.europa.eu/growth/tools-databases/espd/filter?lang=fr>

Les éléments suivants doivent pouvoir être analysés grâce à ces déclarations ou à tout autre documents conformément aux dispositions des articles R2143-5 et suivants du code de la commande publique.

5.2 – Capacités économiques et financières

- La déclaration concernant le chiffre d'affaires global du candidat et le chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet du marché, portant sur les trois derniers exercices disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique, dans la mesure où les informations sur ces chiffres d'affaires sont disponibles (Rubrique E1 du formulaire DC2 ou rubrique 1 a) et 2a) de la partie IV-B du DUME) ;

Si, pour une raison justifiée, l'opérateur économique n'est pas en mesure de produire les renseignements et documents demandés par l'acheteur, il est autorisé à prouver sa capacité économique et financière par tout autre moyen considéré comme approprié.

- Une attestation d'assurance civile en cours de validité

Si le prestataire recourt à de la sous-traitance, il doit produire les mêmes documents pour ses sous-traitants.

5.3– Capacités techniques et professionnelles

- Présentation de l'organisation du candidat ou de l'équipe candidate :

- Description de l'organisation du candidat ou de l'équipe candidate, des compétences et de leurs répartitions reprenant a minima les compétences exigées à l'article 2.3 du présent règlement de la consultation.

- Qualification professionnelle

- Attestation d'inscription à l'ordre des architectes ou diplôme

- Une liste des principaux services fournis au cours des trois dernières années, en relation avec l'importance et/ou la nature du projet (complexité similaire, construction d'un bâtiment neuf)

- décrivant succinctement ces services fournis ,
- indiquant le montant, la date, la durée et le destinataire public ou privé,
- précisant les moyens humains et matériels affectés à ces opérations

Cette liste sera complétée d'une présentation visuelle des œuvres significatives parmi les références.

Les prestations de services sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique ;

- Une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et les effectifs affectés à des prestations de même nature que celle du marché avec leur décomposition par catégorie / profils.

- Lettre de motivation de l'équipe candidate (comprenant notamment l'intérêt du candidat pour ce marché et sa motivation à travailler avec le Cerema dans le cadre de ce projet, sa volonté d'engagement et de réactivité, sa capacité à mobiliser des compétences pour répondre aux enjeux du marché, sa vision du projet et de ses enjeux, sa compréhension des contraintes et de l'articulation entre l'existant et les objectifs attendus, son souci qualitatif dans les prestations qu'il réalise...) ;

Les candidats désirant que soient prises en compte à l'appui de leur candidature les capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques doivent préciser leur identité, et produire les pièces relatives à ces intervenants ci-dessus répertoriées (à l'exception de la lettre de candidature). Ils devront également justifier par tout moyen approprié qu'ils disposent des capacités de ces intervenants pour l'exécution du marché.

En cas de candidature en groupement, les documents ci-dessus répertoriés seront produits par chacun des membres du groupement (à l'exception des DC1 et DC2 communs au groupement). Les documents relatifs à la capacité économique et financière et à la capacité technique donneront lieu à une appréciation globale de la capacité du groupement.

Les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements que l'acheteur peut obtenir directement par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique, à condition que figurent dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système ou de cet espace et que l'accès à ceux-ci soit gratuit.

5.4 Modifications de détail au dossier de candidature

L'acheteur se réserve le droit d'apporter au plus tard 6 jours avant la date limite fixée pour la réception des candidatures, des modifications de détail au dossier de candidature. Le délai de 6 jours est calculé à compter de la date d'envoi des modifications aux candidats.

Les candidats doivent alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite ci-dessus est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

ARTICLE 6 – CONDITIONS D'ENVOI ET DE REMISE DES PLIS PAR VOIE ÉLECTRONIQUE

Les plis doivent parvenir avant la date et heure fixée en première page du règlement de la consultation.

Si plusieurs plis sont successivement transmis par un même candidat, seul est ouvert le dernier dossier reçu par l'acheteur dans le délai fixé pour la remise des candidatures.

Les candidatures sont transmises par voie électronique dans le respect des règles de sécurité des transactions et de la confidentialité des informations transmises.

Profil d'acheteur : Le site internet permettant de traiter la gestion dématérialisée de la procédure est le site : <http://www.marches-publics.gouv.fr>

Le dépôt d'une candidature par voie électronique se fera sur la plateforme de dématérialisation. Le candidat devra se référer aux prérequis techniques et aux conditions générales d'utilisation, disponibles sur le site pour toute action sur ledit site. Après avoir renseigné un formulaire d'identification en fournissant notamment le nom de l'organisme, les candidats auront la possibilité de répondre par voie électronique.

Pour toute question relative à l'utilisation de la solution de dématérialisation « marches-publics.gouv.fr », les candidats peuvent contacter le support téléphonique, au numéro suivant : 01 76 64 74 07

Date limite de remise des candidatures et accusé de réception : les candidatures dématérialisées doivent parvenir avant la date et l'heure limites de remise des plis indiquées ci-dessus. L'envoi électronique donnera lieu à un accusé de réception envoyé à l'adresse électronique fournie lors de son enregistrement par le candidat. Les candidatures qui seraient transmises ou dont l'accusé de réception serait délivré après la date et l'heure limites fixées ne seront pas prises en compte et considérées hors délais.

Le caractère volumineux des fichiers est de nature à accroître le délai de transmission de la candidature, engendrant un risque de transmission après la date et l'heure limite de réception. Seule la bonne fin de transmission d'un dossier de réponse génère l'accusé réception valant attestation de dépôt.

Signature électronique : les candidats ont la possibilité de signer électroniquement les documents. Les candidats reconnaissent être parfaitement informés que la signature du seul fichier .zip n'est pas valable.

Le certificat de signature doit être délivré par une autorité de certification accréditée et permettre de faire le lien entre une personne physique et le document signé électroniquement. Il doit être conforme au référentiel général de sécurité (RGS) adopté par arrêté du 13 juin 2014 et être de niveau sécurité**. Toutefois, l'attention des candidats est attirée sur le fait que les certificats électroniques conformes au RGS adopté par arrêté du 6 mai 2010 sont acceptés pendant leur durée de vie qui ne doit pas excéder trois ans, à la condition d'avoir été émis au plus tard le 30 juin 2016.

Un outil de signature est disponible sur le profil d'acheteur. Dans le cas où ils recourent à leur propre certificat de signature, celui-ci doit soit être référencé sur l'une des deux listes suivantes, soit présenter un niveau de sécurité équivalent :

- liste de confiance française, tenue par la direction générale de la modernisation de l'Etat (DGME) et consultable à l'adresse : <http://references.modernisation.gouv.fr/fr> ;
- liste de confiance européenne, tenue par la commission européenne et consultable à l'adresse : <https://ec.europa.eu/digital-agenda/en/eu-trusted-lists-certification-service-providers>.

Dans le cas où ils recourent à leur propre certificat de signature, les candidats joignent la procédure permettant de vérifier la validité de la signature. Dans le cas où le certificat de signature utilisé ne figure pas sur l'une des listes mentionnées ci-avant, les candidats fournissent, en plus de cette procédure, l'adresse du site internet du référencement du prestataire par le pays d'établissement ou, à défaut, les données publiques relatives au certificat du signataire comportant au moins la liste de révocation et le certificat du prestataire de services de certification électronique émetteur. Ces éléments sont fournis dans un document séparé dénommé « A propos de la signature ».

Le format de signature privilégié est le format CADES. Les formats de signature XADES, PADES et PKCS#7 (p7s) sont également acceptés.

Formats des documents : afin de pouvoir lire les documents remis à l'acheteur, les candidats veilleront à n'utiliser que des logiciels permettant de générer les formats suivants :

- .pdf
- .doc
- .docx
- .xls
- .xlsx
- .odt
- .ods

Le candidat est invité à :

- ne pas utiliser certains formats, notamment les « exe »...
- ne pas utiliser certains outils, notamment les « macros »...

Virus : les candidats s'engagent à transmettre des documents ne contenant pas de virus connu au jour de l'envoi des fichiers. Conformément aux dispositions réglementaires en vigueur, tout fichier constitutif de la candidature contenant un virus entraîne l'irrecevabilité de la candidature.

Ainsi, lors de l'ouverture des plis, si un virus est détecté, le pli sera considéré comme n'ayant pas été reçu, le candidat en sera averti grâce aux renseignements saisis lors de son identification.

Copie de sauvegarde : pour toute transmission par voie électronique, une copie de sauvegarde peut également être adressée avant la date et l'heure limite de remise des candidatures sur support physique électronique par voie postale à l'adresse indiquée en page 1 du présent règlement. Elle devra clairement indiquer les mentions suivantes : « Nom du candidat – Copie de sauvegarde relative au marché « MOE Construction d'une plateforme R&D brouillard et pluie » - A n'ouvrir qu'en cas de défaillance du dossier de candidature électronique ».

ARTICLE 7 – JUGEMENT DES CANDIDATURES

7.1 Jugement des candidatures

La sélection des candidatures se fera conformément aux articles L2141-1 et suivants et R2142-1 et suivants du code de la commande publique.

Les candidats qui font l'objet d'une exclusion de plein droit ou à l'appréciation de l'acheteur selon les articles L2141-1 et suivants du code de la commande publique ainsi que ceux qui produisent des dossiers de candidatures ne comportant pas les pièces et renseignements demandés ci-après ou qui seront reçus hors délais ne seront pas admis à participer à la suite de la procédure.

Conformément à l'article R2142-16 du Code de la commande publique, la sélection des candidatures s'effectuera selon les critères objectifs et non-discriminatoires suivants (sans ordre de priorité), évalués au regard de la nature, de l'importance et de la complexité de l'opération envisagée :

Critères
Qualités, pertinence, interprétation architecturale et prise en compte d'aspects environnementaux des références mises en avant par les candidats.
Adéquation des capacités financières, techniques et professionnelles des candidats et moyens présentés pour atteindre les objectifs de l'opération.

Critères
L'ensemble des éléments présentés par l'équipe candidate dans la lettre de motivation.

La liste des candidats admis à soumissionner sera fixée après application de ces critères et classement. Les candidats non retenus en seront informés.

7.2 Jugement des offres

L'examen des offres des soumissionnaires sur la base d'une lettre d'intention sera effectué suivant les critères définis dans le règlement de consultation en phase « offres », et notamment :

- Adéquation du prix avec la complexité et l'étendue de la mission à réaliser (respect et crédibilité des coûts du projet (construction/coût d'exploitation et de maintenance) : 50 %
- Technique : 50 %
 - Maîtrise et bonne interprétation des contraintes et exigences du programme
 - Traitement architectural (urbain et paysager)
 - Efficacité organisationnelle
 - Qualité environnementale et technique
 - Fiabilité des solutions techniques et des équipements proposés
 - Respect des contraintes calendaires

Les modalités de la négociation seront explicitées aux candidats admis à soumissionner dans le règlement de consultation en phase offres.

ARTICLE 8 – MODE DE RÈGLEMENT DU MARCHÉ

Le mode de règlement du marché est le mandat administratif. Le Cerema règlera sur ses fonds propres. Les règles applicables sont celles de la comptabilité publique. Le délai maximum de paiement des sommes dues est fixé à 30 jours à compter de la date de réception de la facture par le Cerema.

ARTICLE 9 – RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

Les candidats peuvent poser leurs questions écrites au plus tard **le 8 février 2021** via la plateforme marchés publics <http://www.marches-publics.gouv.fr>.

Aucune réponse ne sera apportée aux questions posées après le 8 février 2021.